

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

1^{er} MAI

Contre l'attaque patronale et gouvernementale

«Unité, unité encore, unité toujours !»

Unité des classes ouvrières en Europe

TANDIS que l'Europe est devenue, un mois avant l'élection au suffrage universel de son Parlement, le champ clos des rivalités et des querelles politiciennes, les travailleurs célèbrent le 1er Mai. Cette célébration intervient au moment où, de concert, les bourgeoisies monopolistes européennes se livrent à des attaques sans précédent contre les travailleurs. Des restructurations menées avec brutalité pour restaurer les marges de profits des monopoles entraînent partout licenciements massifs, fermetures d'usines et plans d'austérité. Que ces plans s'intitulent plan Barre ou encore Pacte de la Monnaie, qu'ils se prévalent ou non d'un « consensus social », partout ils suscitent de vives réactions ouvrières dans les différents pays européens. Grèves massives de toutes ou presque toutes les corporations en Angleterre, grève d'une ampleur jamais vue depuis des décennies en Allemagne - sidérurgistes en tête. C'est dans cette lutte conjointe contre les bourgeoisies capitalistes exploiteuses que se fonde en premier lieu la solidarité et l'unité des classes ouvrières en Europe.

Mais ce n'est pas tout. Outre cette oppression bien tangible quotidiennement ressentie, il est un ennemi contre lequel il nous faut lutter. La menace qu'il fait peser sur les peuples d'Europe bien qu'elle ne soit ressentie que de manière diffuse n'en est pas moins réelle et tout à fait inquiétante. De quoi s'agit-il ? Tout simplement du danger que font courir à la paix - déjà tellement relative - les ambitions de domination mondiale qui animent les dirigeants soviétiques. Ceux-ci parlent de détente exactement comme Hitler multipliait les protestations de pacifisme. C'était juste avant de passer aux actes. Aujourd'hui, comme hier, la lutte contre la guerre, la défense de la paix font partie intégrante du combat ouvrier. Comme hier, les Muniçois, nos bourgeois capitalistes européens manifestent un net penchant pour la capitulation devant les pressions de la force brutale. A ce titre aussi, elles doivent être combattues.

C'est sur deux fronts, contre l'austérité et le chômage, et, contre la guerre que se forge et se forgera une véritable unité de combat des classes ouvrières d'Europe.

Pierre MARCEAU

Voir pages 4 et 5, le compte-rendu de la première rencontre ouvrière de solidarité avec les sidérurgistes qui s'est tenue dimanche à Dunkerque, à l'initiative du PCML.

Le cortège syndical du 1er mai, à Paris, partira de la place de la Nation, à 15 h.



Au cours de la visite des installations d'Usinor-Dunkerque.

(Photo HR)

Après l'interdiction de la manifestation contre l'invasion vietnamienne au Cambodge

Nous ne resterons ni silencieux, ni inactifs

ENCORE une fois en interdisant la manifestation de samedi à Paris contre l'invasion vietnamienne au Cambodge, la « démocratie occidentale » a montré son vrai visage : celui de la répression quand ça arrange le gouvernement. Et ce

qui arrange le gouvernement français aujourd'hui, c'est de ne pas déplaire à Moscou, donc de ne pas déplaire non plus à son protégé, le Vietnam, même si cela doit se faire aux dépens d'un des droits démocratiques les plus élémentaires : le droit de manifestation.

Samedi, dès avant 10 heures, aux abords du métro La Motte Piquet, la police avait commencé à procéder aux interpellations de tous les passants ayant une apparence asiatique. Ils étaient immédiatement conduits dans un car de police. Après 10 heures, alors qu'un rassemblement avait commencé à s'effectuer, regroupant des patriotes cambodgiens, laotiens et des Français venus apporter leur soutien, que des mots d'ordre dénonçant l'occupation du Cambodge par le Vietnam étaient lancés, les forces de police chargeaient et procédaient aux interpellations de tous les gens présents.

Des personnes étaient brutalisées, frappées à coups de matraque, trainées par les cheveux. Parmi les personnes interpellées, le président du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France ainsi que le vice-président. Dans l'autocar, les manifestants continuaient à scander des mots d'ordre : « Kampuchea vaincra, Vietnamiens hors du Cambodge ». Dans le car même, des flics distribuaient des coups de matraque. Au cours du trajet qui devait les conduire au centre de regroupement de Vincennes, les manifestants continuaient à crier des mots d'ordre dénon-

çant l'invasion du Cambodge. En cours de route, le président du Comité des patriotes était transféré dans une voiture pour être conduit à la Préfecture de police. Alors que son adjoint demandait à l'accompagnateur, il était frappé à coups de matraque dans le car par des flics déchaînés.

Les manifestants français interpellés, dénonçaient ces actes en criant : « Flics, fascistes ! » Pendant ce temps, à la Motte-Piquet, les interpellations se poursuivaient. Une centaine de personnes ont été ainsi conduites à Vincennes. Là, la police procédait à un contrôle d'identité et à un fichage. Finalement, vers 17 heures, la plupart des personnes étaient relâchées.

Mais, pendant ce temps, à la Préfecture de police, cinq patriotes cambodgiens, parmi lesquels le président du Comité des patriotes et le vice-président, étaient maintenus entre les mains de la police. Ils étaient enfermés dans des cellules, en compagnie de droits communs. Ils ne seront relâchés que le dimanche vers 14 heures, après avoir comparu devant le substitut du Procureur de la République qui leur annonçait que des poursuites seraient engagées contre eux, dans les jours à venir.

(Suite page 2)



La chasse au faciès : des policiers en civil arrêtaient tout passant ayant un visage asiatique. (Photo HR)

LE MONDE EN MARCHÉ

Après l'interdiction de la manifestation contre l'invasion vietnamienne au Cambodge

Nous ne resterons ni silencieux ni inactifs

(Suite de la page 1)

Pour le moment, aucune inculpation n'a été effectuée mais le menace est réelle pour les prochains jours. Il est nécessaire que tous ceux qui soutiennent la cause du peuple cambodgien, tous ceux qui sont attachés au respect des libertés démocratiques se tiennent prêts à riposter et exigent dès maintenant qu'il n'y ait pas d'inculpations.

S'il y avait inculpation des patriotes cambodgiens, ce serait pour le fait d'avoir voulu dénoncer l'invasion et l'occupation de leur pays par le Vietnam appuyé par Moscou. Ce qui serait bafoué, en l'occurrence, ce serait le droit des patriotes à défendre l'indépendance de leur pays.

AU MEME MOMENT GISCARD A MOSCOU

Que signifient ces mesures répressives ? A qui ferait-on croire que quelques centaines de personnes rassemblées en cortège mettaient en péril « l'ordre public » ?

N'est-ce pas plutôt la volonté de réduire au silence le courant de sympathie à l'égard du peuple cambodgien au moment même où Giscard paradait à Moscou.

Il y a quatre mois, la France avait timidement demandé (mais demandé quand même) le retrait des forces étrangères du Cambodge.

Mais au fil des mois, cette position a changé : Giscard saluait « la retenue » de l'URSS au moment de la riposte chinoise au Vietnam. Il y a quelques jours, à Moscou, il déclarait qu'il fallait passer à une étape supérieure dans les relations avec l'URSS alors que Brejnev venait tout juste de s'en prendre à la Chine et de la menacer d'intervention militaire.

On peut donc légitime-

ment se demander si l'interdiction de la manifestation de samedi n'est pas un gage de la bonne volonté de Giscard pour prouver à Brejnev qu'il veut « sincèrement renforcer les liens entre les deux pays ».

COMBATTRE L'HEGEMONISME RUSSE

Pour nous dont le combat consiste, entre autre, à lutter contre la violation des droits démocratiques en France et contre l'occupation d'un pays indépendant par un autre

pays, nous continuerons à populariser la lutte du peuple cambodgien, flambeau de la résistance à l'hégémonie russe épaulé par Hanoï.

Hier, les pavés de Paris retentissaient des manifestations contre les agressions de l'impérialisme américain en Corée, au Vietnam, au Laos, au Cambodge. Aujourd'hui, les agressions dans le monde sont surtout le fait de l'impérialisme russe : en Erythrée, au Cambodge, en Afghanistan...

Pas plus qu'hier, nous ne resterons silencieux ni inactifs...

Claude LIRIA.

Protestation du PCML contre l'interdiction de la manifestation et contre les arrestations

DES samedi en début d'après-midi, lorsqu'il a eu une connaissance complète des événements survenus dans la matinée, le secrétariat du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste a diffusé le communiqué suivant en direction des agences de presse et de certains journaux :

« Aujourd'hui, 28 avril 1979, devait se dérouler à Paris une manifestation en signe de protestation contre l'agression et l'occupation du Cambodge par les troupes vietnamiennes soutenues par l'Union soviétique, à l'appel du Comité des patriotes du Kampuchea en France et de nombreuses autres organisations françaises et étrangères. Cette manifestation a été interdite et plus de cent personnes ont été interpellées avant même la manifestation, le plus souvent à la sortie du métro ou des cafés, notamment de nombreux Cambodgiens et Laotiens.

Le Parti communiste marxiste-léniniste proteste contre cette atteinte aux libertés démocratiques et au droit de manifestation. Il dénonce le fait, qu'en la circonstance, le gouvernement français a probablement cédé aux pressions vietnamiennes et soviétique. Il appelle tous les travailleurs, tous les démocrates, tous ceux qui sont attachés à l'indépendance des peuples et à leur droit de régler eux-mêmes leurs affaires intérieures à condamner plus que jamais l'agression vietnamienne et à exiger le retrait immédiat et sans condition des troupes vietnamiennes du territoire cambodgien. »

L'Europe du chômage

DEPUIS cinq ans la plupart des pays industrialisés connaissent une crise de l'emploi qui ne cesse de s'aggraver. Fin 1978, les neuf pays de la CEE comptaient pour leur part six millions de chômeurs, soit 5,6 % de la population active. Les experts de l'OCDE laissent prévoir une nouvelle aggravation de la situation de l'emploi pour 1979.

Ce tableau fait apparaître une légère régression du chômage en RFA cela est dû aux mesures prises par les autorités d'Allemagne fédérale à l'égard des travailleurs étrangers : un million trois cent mille Turcs, Yougoslaves et Italiens ont dû quitter le pays.

On constate, également un léger recul du chômage en Grande-Bretagne mais avec le ralentissement de la croissance de la production et l'augmentation de 0,5 % de la population active, il risque de dépasser les 6 % à la fin de 1979.

Le BIT (Bureau international du travail) est très pessimiste quant aux perspectives du marché interna-

tional de l'emploi : il estime que le chômage continuera

de monter dans le monde jusqu'à l'an 2 000 au rythme de cent chômeurs supplémentaires par minute. Pour enrayer cette augmentation il faudrait, selon le BIT, créer un milliard deux cent cinquante millions d'emplois dans les vingt années à venir, dont 85 % dans les pays en voie de développement.

Pays classés par ordre du taux de chômage en 1978	Évolution du nombre de chômeurs en pourcentage de la population active dans les pays de la CEE				
	1974	1975	1976	1977	1978
Irlande	7,9	8,0	9,4	12,0	10,9
Danemark	2,5	4,9	4,2	6,0	8,6
Belgique	2,8	4,2	5,6	6,5	8,2
Italie	2,9	3,3	3,7	7,2	7,5
France	2,4	4,1	4,4	4,9	5,6
Grande-Bretagne	2,1	3,4	5,1	5,8	5,6
Pays-Bas	3,0	4,3	4,7	4,5	5,2
RFA	2,6	4,1	4,1	4,5	4,4
Luxembourg	0,0	0,1	0,1	0,6	?



Cortège du Syndicat unitaire dans la manifestation du 1er mai 1978, à Madrid. Le mot d'ordre : « Unité contre le Pacte social de la Moncloa ».

Interview de Jorge Ruiz, membre du secrétariat confédéral du Syndicat unitaire espagnol (1)

« Avoir une stratégie déterminée, dans cette stratégie peut exister la grève d'une ou deux journées »

Propos recueillis par Evelyne Le Guen

LORS du reportage que nous avons effectué à l'occasion des élections législatives en Espagne, nous avons pu rencontrer et interviewer Jorge Ruiz, responsable aux relations, membre du secrétariat confédéral du Syndicat unitaire. En Espagne, il y a principalement trois syndicats : les Commissions ouvrières, dirigées par le PCF, suivi d'assez loin par l'Union générale des travailleurs, réformiste, et le Syndicat unitaire qui défend un syndicalisme de classe.

Dans les extraits de l'interview que nous publions aujourd'hui, Jorge Ruiz nous parle des grèves dans les entreprises en Espagne, de leur déroulement. Il explique également comment eux, syndicalistes révolutionnaires, conçoivent la grève, au travers de plusieurs exemples. Dans l'édition prochaine, nous publierons d'autres extraits de cette interview qui porteront plus particulièrement sur le rôle que joue le Syndicat unitaire dans les luttes ouvrières ainsi que sur le fonctionnement du syndicat, un fonctionnement basé avant tout sur le respect de la démocratie.

Barre fait école au Canada

DANS quelques semaines, des élections générales auront lieu au Canada. Depuis onze ans au pouvoir Trudeau mène activement campagne pour s'y maintenir. Ces onze années ont vu s'aggraver le chômage et l'inflation qui pèsent lourdement sur le peuple travailleur canadien : pendant cette période le nombre de chômeurs a presque triplé.

Cela n'a pas empêché Trudeau de déclarer le 7 avril à Vancouver devant un public de chômeur en colère : « L'économie est en pleine expansion, il faut seulement que les gens saisissent l'occasion ». Puis dans une envolée digne de Barre, il ajouta : « Vous voulez du travail ? Eh bien, arrêtez de vous saouler et vous aurez un emploi ».

Au même moment, Jean-Claude Parrot, président du syndicat des postiers du Canada, est menacé de deux ans d'emprisonnement (le jugement sera rendu le 7 mai) pour s'être opposé à la loi ordonnant aux postiers la reprise du travail lors de leur grève d'octobre 1978.

Comme Giscard-Barre, Trudeau et ceux qui briguent sa succession n'ont que le mot liberté à la bouche, mais c'est la liberté pour les capitalistes d'exploiter et d'écraser les travailleurs. Comme eux, il accusent les chômeurs d'être les responsables de la crise de l'emploi, comme eux, ils ne connaissent d'autre langage à opposer à leurs légitimes revendications que celui de la répression.

— Q : Quand il y a une grève, qui prend la décision, qui en prend la direction, existe-t-il des comités de grève regroupant des travailleurs combattifs syndiqués et non syndiqués ?

R : La grève est une épreuve de force entre les travailleurs et le patron. Avant de décider une grève, nous devons nous interroger sur le rapport de force, voir quelles sont les possibilités de gagner ou de perdre. Un échec pour les travailleurs est quelque chose de très dur, par contre la victoire crée l'enthousiasme et favorise la participation des travailleurs par la suite.

Ceux qui, dans l'usine, prennent en premier lieu les décisions, ce sont les membres de la section syndicale. C'est dans ce cadre que sont définies les revendications, les modes d'action, l'arrêt de la grève, etc. Il est évident que pour cela la section est aidée par la direction syndicale.

Nous pensons qu'il faut combiner la grève et la négociation. On ne part pas en grève pour faire la grève. On utilise cet instrument quand c'est nécessaire. Il faut voir les chances de gagner, voir si la majorité des travailleurs sont prêts à se mettre en grève. Il faut accumuler les forces et pour cela, mener une politique de front commun, c'est-à-dire que, s'il y a d'autres syndicats dans l'entreprise, se battre pour mener des luttes les plus unitaires possible.

Quant à la direction de la grève, elle revient au niveau de l'entreprise au comité d'entreprise. S'il y a

Suite page 3

DANS L'ACTUALITE

Suite de la page 2

plusieurs centres de travail dans l'entreprise, il y a un comité de grève par centre et un comité central de grève. Quand il s'agit d'un conflit qui se situe au niveau d'une branche de production ou au niveau territorial, c'est la commission de négociation qui dirige la grève. La commission de négociation est formée de représentants des syndicats les plus représentatifs.

Ces comités de grève, qui existent tant que dure la grève, organisent les assemblées des travailleurs. Dans le même temps les grévistes créent des piquets de grève. Ils sont différents des piquets qui existent dans les autres pays capitalistes. Ici, ils ont surtout un rôle d'information. Ils restent à l'intérieur de l'entreprise et ont pour but de faire connaître l'évolution des négociations, des divers incidents, etc.

Qui dirige politiquement la grève ? Dans une commission de négociation, il existe plusieurs syndicats représentés. Selon le nombre de membres de chaque syndicat représenté, on peut savoir qui dirige syndicalement la grève. Mais il arrive que, bien qu'étant minoritaire dans la commission de négociation ou même totalement absent, le Syndicat unitaire peut influencer de telle manière qu'il est possible tout de même d'imposer une lutte revendicative juste. La direction de la grève ne se voit pas seulement au nombre de membres de tel ou tel syndicat, mais aussi par la justesse des décisions prises.

Prenons le cas concret de la grève de l'hôtellerie à Madrid, où bien que n'étant pas majoritaire, bon nombre de travailleurs ont suivi les positions du Syndicat unitaire. Pour éviter le danger de se voir menacées, les Commissions ouvrières ont essayé de mettre fin à la grève. Beaucoup d'adhérents aux CCOO ont déchiré leurs cartes et ont alors adhéré au Syndicat unitaire.

Q : Il y a assez souvent en Espagne des grèves de 24 et 48 heures : qu'en pense le Syndicat unitaire ?

R : Il existe deux conceptions différentes : celle des syndicats réformistes et celle du syndicalisme de classe. Les Commissions ouvrières et l'UGT sont favorables à ce type de grève limitée qui leur permet de bien garder le contrôle.

Nous, nous ne sommes pas contre par principe. Nous pensons que dans un conflit, il faut avoir une stratégie déterminée et que dans cette stratégie peut exister la grève d'une ou deux journées. C'est un moyen de pression inséré dans un processus de lutte, en sachant que nous irons jusqu'à la victoire finale. C'est une forme de pression qui se continue par d'autres y compris la grève illimitée. Au contraire, les CCOO et l'UGT lancent des grèves de 24 ou 48 heures sans se préoccuper des actions à mener par la suite. Les travailleurs se demandent si cette grève de un ou deux jours va servir ou non leur lutte pour leurs revendications. Le Syndicat unitaire, lui, présente toute la stratégie de la lutte aux travailleurs qui peut aller jusqu'aux grèves illimitées. C'est dans ce cadre que nous concevons les grèves d'une ou deux journées.

« Pour vivre et travailler en Orléannais »

Plus de 3 000 personnes à Orléans

De notre correspondant à Orléans.

JEUUDI 26 avril, 3 000 travailleurs ont manifesté pour « Vivre et travailler en Orléannais ». A l'appel de la CGT et de la CFDT, aux quatre coins de la ville, des rassemblements étaient prévus pour ensuite converger vers le centre-ville.

Trois mille manifestants : des verriers, hospitaliers, enseignants, métallurgistes, communaux. Une centaine de boîtes étaient présentes : St-Gobain en tête, la métallurgie les cheminots, EDF-GDF, les transports, l'habillement, le commerce, les communaux de toute l'agglomération dont certains étaient en grève jusqu'à 90 %, les organismes sociaux, l'ANPE, les banques récemment en grève, les travailleurs de la santé, les lycées, collèges et CET de Pithiviers, les organismes de la Sécurité sociale, les PTT.

Le personnel de jour du centre de tri automatique d'Orléans-gare était en grève à 100 %. Pour 1 000 postiers dans le Loiret, ce sont les trente-cinq heures par la suppression du travail le samedi.

La combativité, la mobilisation des travailleurs présents montraient qu'ils ne voulaient pas en rester là. Comment en rester là quand environ 7 000 licen-



Le cortège de Saint-Gobain à la manifestation du jeudi, 26 avril à Orléans.

(Photo HR)

ciements pour raisons économiques ont eu lieu dans le Loiret depuis 1975 ?

Non, travailler et vivre au pays n'est pas un luxe, mais

une légitime revendication de tous les travailleurs.

La manifestation s'est terminée devant le CRDP où le préfet était en visi-

te. Malgré la dislocation annoncée, on a du mal à partir et c'est au chant de l'Internationale que s'est terminée cette puissante manifestation.

A Saint-Gobain, où en est-on ?

Le secrétaire général du syndicat CGT de la verrerie de la Chapelle-St-Mesmin : « Aujourd'hui, nous sommes en grève pour trente-deux heures, grève suivie à 90 %.

A St-Gobain, la direction a proposé sept millions pour les gens qui partiraient avant le 1er mai. 160 personnes sur les 1 200 de l'entreprise ont accepté ces indemnités, ce qui fait que dans l'usine, la production est complètement désorganisée, les conditions de travail deviennent de plus en plus dégueulasses. Nous devons continuer le combat car la boutique doit tourner et les emplois doivent être maintenus. »

HR : Que représente St-Gobain au niveau mondial ?

— St-Gobain-Pont-à-Mousson est un trust qui est

implanté dans la métallurgie, la construction, le papier carton, le verre et dans l'électronique depuis hier... Cela représente plus de 130 000 travailleurs dont 70 000 en France. Un sacré morceau !

HR : Quel soutien attendez-vous ?

— Le soutien pour nous, c'est un soutien actif par la lutte sur les revendications propres qui de toutes façons se rejoignent avec les nôtres : emploi, conditions de travail... Une manifestation comme celle d'aujourd'hui, c'est le meilleur soutien qu'on puisse nous apporter. Non ! St-Gobain, on n'a pas fini d'en parler.

Vivre, apprendre et travailler en Bretagne

Journée du 26 : un espoir ... si l'unité se renforce

APRES bien des polémiques et des difficultés, la journée régionale d'action s'est finalement tenue dans l'unité. A l'appel des unions régionales CGT, CFDT et FEN, des milliers de travailleurs se sont

retrouvés dans une quinzaine de rassemblements dans toutes les villes importantes de Bretagne. Cette unité syndicale va trouver un prolongement immédiat dans les nombreuses initiatives communes qui vont marquer le Premier Mai.

5 000 à Brest, 4 000 à Rennes, 4 000 à Lorient, 3 000 à Saint-Brieuc. Un millier à Redon. Des rassemblements nombreux qui dépassent largement ce qu'une préparation un peu bâclée laissait espérer. Des rassemblements qui démontrent qu'au-delà des multiples obstacles, des concurrences de chapelle qui ont marqué la mise sur pied de cette journée, les travailleurs bretons sont réellement prêts à se mobiliser sur la défense de l'emploi et des libertés.

L'emploi en Bretagne : parlons-en. La Bretagne est l'une des régions de France qui a vu le nombre des emplois sombrer depuis 20 ans. De 1954 à 1975, 85 400 emplois en moins ! La Bretagne vient à l'avant-dernier rang des régions de France pour le nombre des emplois industriels. Pour les emplois qui existent, ils sont parmi les plus mal payés : sur les 22 régions, elle se situe au 18e rang en ce qui concerne la moyenne des revenus.

Comme ailleurs, plus qu'ailleurs même, le chômage frappe. En février 1979, 66 662 demandeurs d'emploi recensés officiellement.

26 % de plus qu'en 1978 au même mois. Trois fois plus qu'en 1974. Le chômage s'étend : au rythme actuel, il y aurait 200 000 chômeurs dans la région d'ici 1983 (chiffres CFDT). Téléphonie : 5 000 emplois en moins, peut-être bientôt. Fougères, Redon, Centre-Bretagne : villes et régions sinistrées de l'emploi. A Redon, Garnier vient d'être mis en liquidation pour la troisième fois !

Des chiffres encore : du 1er janvier 1978 au 1er janvier 1979, la pêche industrielle a perdu 11,5 % de ses emplois. En un an ! De 1954 à 1975, la population agricole des cinq départements bretons est passée de 650 000 personnes à 250 000 personnes.

Selon l'INSEE, il ne devrait plus y avoir que 50 000 actifs agricoles dans vingt ans.

Du travail pour tous ! Les travailleurs de Bretagne savent qu'il va falloir se battre ! Lutte difficile. Lutte acharnée. C'est pour une action de longue haleine que les trois unions régionales CGT, CFDT et FEN ont signé la récente

plate-forme revendicative commune. Nous ne reviendrons pas sur la procédure chaotique qui a permis qu'elle aboutisse. Nous ne reviendrons pas non plus sur le déroulement peu unifié de cette journée du 26 (grève de 24 heures ici, débrayages de deux heures là, etc.). L'important est que l'unité syndicale existe au-delà (et même contre) des cocoricos du nationalisme chauvin que cherche à propager actuellement le PCF dans les rangs de la CGT ou de la « politique de recentrage » que certains, sans doute proches de Rocard, tentent d'imposer à la CFDT.

Comme l'indique le tract du comité du pays de Rennes du PCML, distribué lors de la manifestation : « Il faut tout faire pour reconstruire l'unité de la classe ouvrière ».

Le 26 avril, 1er Mai : unité syndicale fragile mais précieuse dans la mesure où elle ouvre la voie à des actions susceptibles de renforcer l'unité des couches populaires. Unité précieuse demain contre les licenciements dans la téléphonie et chez Garnier-Redon.

Contre les réductions d'effectifs dans la pêche à Concarneau ou Douarnenez, contre la liquidation de la petite agriculture bretonne.

Yannick DAGORN

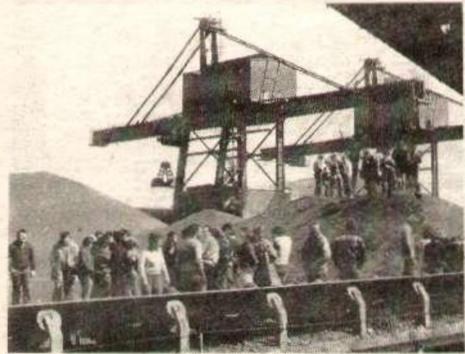
FOYERS SONACOTRA

Succès de la manifestation des résidents de l'Essonne

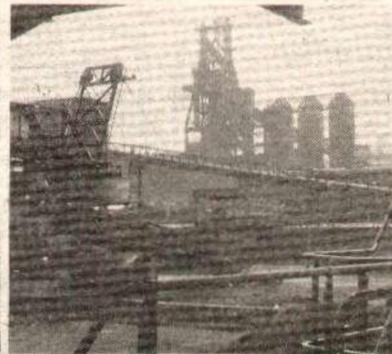
SAMEDI 28, les résidents des huit foyers Sonacotra de l'Essonne ont manifesté entre Longjumeau et Chilly-Mazarin, à l'appel des comités de résidents, du Comité de coordination et de diverses organisations françaises. La manifestation qui regroupait 1 200 personnes environ a été un beau succès. La mobilisation des résidents dans cette région est réelle et les menaces d'expulsions ne font que l'alimenter. Autre fait très encourageant, la présence de près de 300 Français d'origine bretonne qui ont manifesté avec les résidents. Citons

la présence de la CFDT de l'Essonne, du MRAP, du PS (qui avait délégué plusieurs maires et adjoints), du Comité catholique contre le faim et pour le développement, le PCML, le PCRml, quelques militants du PSU. Quatre dirigeants départementaux de la CGT distribuaient des tracts soutenant la lutte et appelant à la manifestation syndicale du 1er Mai. La manifestation avait pour but de protester contre les menaces d'expulsion qui pèsent sur les résidents de certains foyers notamment ceux de Chilly-Mazarin où elles sont attendues le 1er Mai.

L'HUMANITE ROUGE - Mardi 1er mai 1979



Sur le quai de déchargement du minéral.



Les hauts fourneaux.



Une scène de la pièce de théâtre.

Dunkerque : 1ère journée de solidarité organisée par le PCML

Venus des 4 coins de la France, ils étaient avec les sidérurgistes

Quais minéraliers, sur des kilomètres, quatre hauts fourneaux, deux aciéries, un laminoir qui s'étire jusqu'à l'usine à oxygène, véritable poumon d'Usinor. A côté, étroitement imbriqués sur le cadastre comme dans les conseils d'administration : le port autonome et les chantiers de réparation navale. Ajoutez-y Vallourec, l'usine de tubes placée à la sortie des laminaires, le train de laminage à froid de Mardycq et le canal à grand gabarit - trait d'union avec Denain. C'est Dunkerque. Ou plutôt un aspect de Dunkerque : un immense investissement de capital. Car l'autre aspect, celui qui est vivant, ce sont des milliers d'ouvriers-sidérurgistes, dockers, métallus - ceux qui animent et font fructifier ce gigantesque Mécano du capital. Des hommes et des femmes trimant au rythme des coulées et des grues, contraints de loger de St-Pol à Grande-Synthe, dans les misères de l'acier. Des hommes et des femmes, des Français et des immigrés qui constituent une force sociale à la mesure des installations ici dressées par le capital. Dunkerque, dimanche 29 avril, c'est cette réalité con-

tradictoire qu'en premier lieu on a découvert avec les centaines de travailleurs (sans doute plus de 600) rassemblés pour cette journée de solidarité avec les sidérurgistes, organisés par le Parti communiste marxiste-léniniste. So-so-solidarité ! A combien de reprises la salle du fort-Louis de Dunkerque aura retenti de ce mot dimanche ? Et ce n'était pas qu'un mot. Venus des quatre coins du pays et même d'au-delà, des travailleurs étaient réunis autour des sidérurgistes pour exprimer ensemble cette exigence d'unité qui anime la classe ouvrière. « Unité, unité encore, unité toujours » comme devait le résumer dans sa brève intervention Jacques Jurquet, secrétaire général du Parti communiste marxiste-léniniste. L'unité ouvrière, la nécessité de lutter jusqu'au bout contre les plans capitalistes, la lutte pour la démocratie dans le mouvement syndical, voilà trois thèmes qui furent au centre des interventions des sidérurgistes comme de ceux que leur exprimèrent le soutien de tous les participants. L'unité et la solidarité, elles étaient aussi internationales,

venues d'Allemagne, de Belgique, d'Espagne et même des Etats-Unis. Unité et solidarité présentes tout au long de cette journée : témoignages filmés transmis par ceux de la SFP dont les cassettes vidéo racontant - entre autres les femmes de Longwy - étaient diffusées en permanence. Témoignage chanté dans le « *Holla Denain* » de la chorale *La Lyre des travailleurs*. Témoignage éloquent et combien persuasif enfin, celui du théâtre du Printemps. Un théâtre qui « *font le bordel* » comme le dit un capitaliste joué sur scène, parce qu'il prend fait et cause pour l'unité ouvrière. Une cause qu'il sait défendre avec humour et chaleur. Dunkerque, 29 avril : un pas de plus franchi dans la construction de l'unité de la classe ouvrière, un pas modeste mais sûr. Un pas qui lie plus étroitement le PCML à la classe ouvrière. Dunkerque : autre chose qu'un meeting une sorte de « *session clargie de notre Comité central* ».

« A l'endroit, nous le remettrons ce monde à l'envers »

Mieux qu'un discours !

La troupe du Théâtre du Printemps nous a présenté son spectacle : « *A l'endroit, nous le remettrons, ce monde à l'envers* ». Cette pièce trace les tribulations d'un jeune chômeur dans le Nord, personnage autour duquel s'articulent les autres personnages : ouvriers du textile, sidérurgistes, syndicalistes, chômeurs... Cette pièce, essentiellement positive, témoigne à la fois de la réalité quotidienne des travailleurs et du travail collectif de la troupe.

alors l'attente dans une file de chômeurs pour un éphémère emploi de manutentionnaire. « Pourquoi, on est si nombreux ? », « Qu'est-ce que c'est long ? » Quelques réflexions qui témoignent de son ignorance des difficultés de trouver un emploi. « T'as déjà travaillé ? », « Non », « Bien, tu ne sais rien faire ». MAIS J'AI L'AIR D'UN CON ! La chaîne, les premiers tracts, les premières réunions, les premières manifestations de solidarité, d'hésitation aussi, pour Berzingué.

FILE DE CHOMEURS, FILE DE RIVALITES

« Moi, je suis le premier de la file, j'ai plus de chances d'être pris ». « Le petit jeune au bout, il ne sait pas, mais il n'a pas grand chance d'être embauché ». Et vis-à-vis des deux femmes dans la file d'attente : « J'en connais dont la place n'est pas ici ». Mais la voix du sens commun s'élève : « Pendant qu'on est là à s'engueuler, j'en connais un qui doit rigoler, c'est le patron ». Suit l'embauche, la confrontation avec le contremaître. « Qu'est-ce que tu sais faire ? ». « Tout ». Pour Berzingué, c'est

lancer à corps perdu dans la bataille. Berzingué, sidérurgiste, la lutte n'est plus une inconnue pour lui. Viennent se greffer alors les questions sur le pourquoi de se syndiquer, les éternels désaccords entre Séguy et Maire, les tergiversations à propos de la manifestation de la CGT du 23 mars. Enfin, Berzingué, seul pendant le dernier acte, vieillard, en 2 020, ancien combattant de la lutte pour un emploi pour tous en 1979, ancien combattant de la Révolution prolétarienne en France, citoyen sous le socialisme nous raconte avec chaleur, avec humour et tendresse quelle fut la lutte contre le chômage, « *Où, vous me regardez avec des yeux ronds, mais où sont ceux qui étaient là pour témoigner ? Ah, ils sont tous morts !* », la bataille pour l'unité de la classe ouvrière, la lutte féroce qu'elle a menée contre la classe des possédants.

Nathalie VILLOTIERS

Dans les coulisses

TORSE nu, il enfle sa chemise blanche, noue sa cravate rouge, se peigne. C'est un des musiciens de la Lyre des travailleurs. Dans les coulisses du rassemblement, les camarades de la Lyre répètent une dernière fois, et bien sûr moment de panique, la camarade souffre de la gorge. « Je ne peux pas chanter plus haut, tu ne peux pas descendre sur la guitare ». « Ah, non, je serais si-bémol ». Un autre cachet pour la gorge. Voici en quelques traits les derniers préparatifs des choristes et des musiciens de la Lyre. Un coup d'œil dans les coulisses pour mieux comprendre le mal, les efforts pour un régal de chant, qui nous paraît facile, si souvent, à nous, spectateurs.



Photos H.R.



Faire l'unité contre les négociations séparées

Interventions de militants ouvriers

Le deuxième temps fort du meeting fut, après la pièce de la troupe du Printemps, la mise en place de la camarade Camille Grinot, première place Claude Bernard, le secrétaire de la section Usinor-Dunkerque suspendue, et des représentants des travailleurs de la sidérurgie de Uckange, Mardycq et Denain. Etaient aussi à cette tribune, des représentants d'Ericsson-Brest qui vient de remporter une victoire sur les licenciements, des résidents de la Sonacotra, de la Spiram à Toulouse, et du bâtiment de Montpellier.

La parole fut donnée ensuite aux représentants des autres sidérurgistes. Tous ont mis en avant avec force la nécessité de la lutte unie. Un travailleur de Mardycq a développé les difficultés de sa lutte et expliqué pourquoi les sidérurgistes ont repris le travail le 7 avril ; un sidérurgiste d'Uckange est venu excuser les travailleurs de Longwy qui n'avaient pu se déplacer mais qui envoyaient un soutien chaleureux. Lui aussi a mis en avant les difficultés de la lutte et la nécessaire unité : « On espère que dans la vallée de la Fensch, où il y a de 20 000 à 30 000 travailleurs, nous aussi on va partir en grève ! ». Le représentant des sidérurgistes de Denain qui lui a succédé a longuement parlé de

et on veut les entendre dire. C'est impensable de suspendre la section Usinor-Dunkerque en plein conflit : la seule section qui était capable d'empêcher la reprise du travail dans les hauts fourneaux est la section Usinor-Dunkerque... Vivement applaudi par la salle, il a terminé en rappelant que la section vient de sortir une brochure qui sera diffusée aux sections CFDT qui la réclament.

La lutte à Denain (où un meeting aura lieu le 30), de la riposte nécessaire à la violence. Il a expliqué la nécessaire unité entre les syndicats, entre syndiqués et non-syndiqués, entre toutes les entreprises de sidérurgie, de Dunkerque, Denain, Longwy et Fos.

« Le danger aujourd'hui, c'est les négociations séparées ! ».

Le meeting a longuement applaudi une proposition de motion envoyée aux sidérurgistes de Longwy, soutenant la lutte et réclamant la libération du chômeur de Longwy arrêté le 23 mars à Paris et retenu encore en prison. Après la lecture de messages de la section CFDT-Delattre-Levivier à Marcoule et d'ouvriers agricoles de Basse-Normandie, cette première partie du meeting s'est terminée par les interventions des travailleurs d'Ericsson, de la Spiram, du bâtiment de Montpellier et des résidents Sonacotra. Par leur présence même, ils prouvaient la solidarité qui se construit dans la lutte pour l'emploi. Ils en étaient un vibrant témoignage.

Claire MASSON

Que la classe ouvrière ne sousestime pas ses forces !

Extrait de l'intervention de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML

Le camarade Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, fit au terme du rassemblement une brève intervention : « (...) Permettez moi donc de tirer très sommairement quelques enseignements de ce que sommes venus apprendre aujourd'hui des travailleurs de la sidérurgie en lutte et aussi de tous les camarades qui ont représenté ici la classe ouvrière engagée dans des luttes dans tout le pays. »

Ayant souligné la valeur éducative de la pièce présentée par les camarades du théâtre du Printemps, il déclara notamment : « Aujourd'hui, nous avons affaire, de la part de la bourgeoisie monopoliste capitaliste d'Etat, à une offensive frontale délibérée qui veut aller jusqu'au bout et qui ne recule devant aucun moyen. Plus que jamais nous devons parler de la nécessité pour le prolétariat français et immigré de notre pays d'aller jusqu'au bout dans la lutte de classe. Malheureusement, comme nous le savons tous, et comme cela a été redit aujourd'hui, la classe ouvrière est divisée. Et cela pour des raisons que je ne développerai pas toutes ici. Elle est divisée

par les manipulations et manœuvres constantes du patronat. Celui-ci achète une aristocratie ouvrière, achète un certain nombre de dirigeants ouvriers pour dresser les uns contre les autres des fractions de la classe ouvrière. »

Il s'agit par la division de perpétuer l'exploitation de l'homme par l'homme, l'exploitation au profit de la bourgeoisie capitaliste, mais sachant cela, en prenant acte avec gravité, comme cela a été effectué par la plupart d'entre vous à cette tribune, nous voudrions vous dire au nom de notre jeune Parti communiste marxiste-léniniste, au nom du nouveau parti communiste révolutionnaire dans notre pays, que pour la classe ouvrière, de tout temps, partout dans le monde, que ce soit en France ou ailleurs, le danger principal, le plus grand danger, c'est la sous-estimation de ses propres forces. Si la classe ouvrière se laisse aller au découragement, si elle s'abandonne à l'adversité, alors c'est plus facilement que triomphe l'ennemi de classe capitaliste. Mais si la classe ouvrière prend conscience - comme aujourd'hui dans ce rassem-

blement - de la force qu'elle représente à condition d'être unie, alors elle peut renverser tous les obstacles. Toute l'histoire du mouvement ouvrier est là pour en témoigner. »

Jacques Jurquet conclut en ces termes : « (...) Vous me permettez cette image : c'est aujourd'hui nous avons tenu une session extraordinaire élargie de notre comité central. Sans vous, les camarades de la base, les cadres intermédiaires du parti, mais aussi sans vous, ceux qui ne sont affiliés à aucun parti et qui êtes bien plus nombreux, le parti n'existerait pas et le comité central ne pourrait pas déterminer sa ligne politique, c'est pourquoi, je dit : "Vive la ligne de notre rassemblement national. »

Dunkerque, Longwy, Denain, solidarité ! Pas un seul licenciement, du travail pour tous ! Et pour terminer, Unité, Unité encore, Unité toujours ! ».

Très vifs applaudissements. La salle se lève et entonne l'Internationale.

Une solidarité qui passe les frontières

L'internationalisme était présent aussi à Dunkerque : voici des extraits des interventions des délégations invitées d'Allemagne, d'Espagne, de Belgique et des USA.

PCML DES USA :

« Nous avons vu comment les ouvriers sont des esclaves dans les usines de sidérurgie ce matin. Nous avons vu les cadences et les conditions de travail... Nous avons vu le manque de démocratie dans les syndicats... Nos conditions sont les mêmes, nos ennemis sont les mêmes, l'unité entre nos

deux peuples et nos deux pays se sera jamais détruite. Et puis, la détermination que j'ai vue aujourd'hui me dit que nous pouvons être certains de gagner ! Pour le PCML des USA, je vous apporte mon soutien complet. Dunkerque, Denain, Longwy, Solidarité ! ».

PCML DE BELGIQUE

Le représentant était un membre du Comité central, mineur de profession : « Au nom, du PCMLB, je vous

adresse mon salut cordial. Nous saluons les ouvriers sidérurgistes français en lutte pour l'emploi et les conditions de vie contre leur capital, soutenus par tous les ouvriers de France qui luttent contre l'exploitation capitaliste... »

SYNDICAT UNITAIRE D'ESPAGNE

« Les métallos français savent se battre, ils veulent se battre bien... Nous désirons la victoire. Cette lutte est déjà une victoire, une victoire qui nous aide, nous, en Espagne... »

En Espagne, dans le mouvement syndical, nous sommes aussi en lutte, pas seulement contre les patrons, mais aussi contre les tendances à saboter l'unité,

particulièrement la bourgeoisie monopoliste... »

« Les métallos français savent se battre, ils veulent se battre bien... Nous désirons la victoire. Cette lutte est déjà une victoire, une victoire qui nous aide, nous, en Espagne... »

les tendances à séparer les négociations des luttes, à faire des négociations « closes », les tendances à couper la base des représentants. Nous avons lutté contre le fascisme, et le fascisme est tombé, mais à cause de ces tendances, il est tombé trop doucement... Nous avons acquis quelques libertés, mais les mots que nous avons toujours écrits, pour lesquels nous avons toujours lutté, « liberté, pain, travail », nous ne les avons pas encore obtenus tout à fait... C'est pourquoi nous sommes en lutte comme toujours... La force de notre classe, c'est la lutte ! ».

ML ALLEMAND

« Avant tout, je voudrais vous remercier pour l'invitation à ce meeting... Je crois que les sidérurgistes allemands auraient beaucoup à apprendre des sidérurgistes français. Dans la première période, ils ont combattu de façon très résolue contre le capital. Je vous souhaite qu'elle se termine par un succès, même si le succès de ce combat ne devait être que l'unité de la classe ouvrière sorte renforcée de ce combat contre le capital... »

Des acquis syndicaux à défendre

NOUS sommes maintenant à une semaine de l'ouverture du 38e congrès confédéral de la CFDT. C'est un événement de grande importance.

D'abord parce que la CFDT est le second syndicat ouvrier dans notre pays après la CGT. Avec son million d'adhérents, il est la seconde organisation syndicale dont disposent la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs pour combattre l'exploitation et l'oppression qui pèsent sur eux, pour combattre le capitalisme.

Ensuite parce que la CFDT, dont les rangs ont grossi surtout après Mai 1968, fut, aux yeux de nombreux militants de la classe ouvrière, l'organisation qui prit en compte, à cette époque, diverses aspirations alors exprimées et traduites dans l'action avec vigueur : la démocratie, la conduite de la lutte en dehors des ambitions électoralistes des partis, la lutte résolue contre le capitalisme, etc.

De fait, après Mai 1968, la CFDT se trouvait à

maintes reprises à la pointe dans les luttes de la classe ouvrière : du Joint français à Lip en passant par Pennaroya ou l'immense manifestation (après l'assassinat du jeune ouvrier P. Overney par un vigile de la régie Renault). Ni le PCF ni la CGT n'y avaient appelé.

SOUS LE SIGNE DU RECENTRAGE

Les dirigeants de la CFDT ont eux-mêmes placé ce 38e congrès sous le signe du « recentrage », terme employé par eux dès après l'échec de l'Union de la gauche en mars dernier. Pourquoi ? Un responsable confédéral comme M. Rolant l'explique on ne peut plus clairement : « *Durant ces deux dernières années, la CFDT s'est laissée déporter* » a-t-il dit. Il s'agit en somme de revenir à la situation d'avant 1968. De fait, les orientations, proposées à ce congrès et mises en pratique par la direction confédérale, mettent en avant la négociation, les réflexions sur la nouvelle production, les projets

industriels qui viennent remplacer l'action, la lutte, la construction du rapport de force pour faire céder les patrons. Giscard les y invitait. Ils sont prêts à établir un « nouveau type de rapports » avec patronat et gouvernement. Même la plate-forme de 1977 est jetée aux orties !

Il ne s'agit d'ailleurs là que de pousser plus loin une orientation avancée déjà lors des derniers congrès : effacer les acquis de 1968, écarter les tenants d'une ligne de lutte de classe. Certains dirigeants de la CFDT s'y emploient depuis longtemps ! Le congrès d'Annecy (le 37e) ne s'était-il pas tenu sous le signe de la chasse aux gauchistes et du rejet de certaines positions auparavant admises sur les comités de grève par exemple ?

Dans la pratique aujourd'hui, cela donne la suspension de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque en pleine grève dans cette usine, en pleine lutte contre les licenciements dans la sidérurgie !

Mais nombreux sont les militants qui refusent ce

genre de recentrage, qui souhaitent mettre en œuvre une ligne de lutte, suivre la voie de l'action de classe : rassembler et unir les forces pour frapper l'ennemi, jusqu'à établir un rapport de force suffisant face à lui pour le faire reculer, aujourd'hui pour stopper son offensive.

Cela se traduira dans ce congrès, à l'occasion de certains votes, par plusieurs interventions. Cela devra se poursuivre au-delà pour défendre les acquis de lutte de la CFDT et empêcher certains casseurs de briser l'outil de combat des travailleurs que constitue le syndicat. Tous nos camarades qui agissent dans la CFDT s'y emploieront avec tous les militants de ce syndicat qui veulent se battre contre le capitalisme, à travers la lutte quotidienne contre les licenciements, pour la défense de tous les acquis de lutte des travailleurs. C'est aussi une condition pour avancer dans la voie de l'unité de la classe ouvrière sur de solides positions de classe.

Gilles CARPENTIER

SOUSCRIPTION

40 millions pour fin juin

Les petits millions des travailleurs contre les milliards des monopoles

DANS notre monde capitaliste, un journal c'est une marchandise pas tout à fait comme les autres. En général, le prix de vente d'un produit permet de couvrir les frais de fabrication et de procurer aux capitalistes des profits souvent substantiels. Pour la presse et particulièrement les quotidiens, il en va différemment : le prix de revient est toujours supérieur au prix de vente.

Si donc la presse ne dispose pas de ressources complémentaires, on en arrive à cette situation paradoxale que plus on vend et plus on accumule les déficits. Ces autres ressources sont habituellement fournies par la publicité dont les tarifs sont proportionnels aux quantités effectivement diffusées. Plus un journal augmente son tirage, plus il peut faire payer les annonces publicitaires et plus il accroît ses recettes.

Cela signifie que pour lancer un quotidien il faut d'énormes capitaux : d'abord pour faire une campagne publicitaire avant sa sortie en vue de le diffuser dès le départ à plusieurs dizaines (voire centaines) de milliers d'exemplaires, ensuite pour éponger les pertes des premiers mois en attendant que les annonceurs convaincus de la solidité du journal se décident à l'utiliser comme support, enfin pour rémunérer une équipe de journalistes sachant faire preuve d'originalité pour attirer un public et ensuite le garder.

Et encore, le succès n'est pas garanti, souvenons-nous de l'expérience récente du quotidien *J'informe* qui, malgré le milliards de francs lourds englouti n'a pas tenu plus de trois mois.

Dans ce contexte, un journal comme le nôtre

n'a aucune chance. Organe de combat de la classe ouvrière, au service de toutes les luttes contre le capitalisme exploiteur, rassembleur et organisateur des travailleurs autour de leur parti, *L'Humanité rouge* aurait dû s'effondrer depuis longtemps selon la logique des monopoles.

Et pourtant, depuis plus de dix ans maintenant, *L'Humanité rouge* non seulement tient mais se développe. D'abord hebdomadaire, il est devenu quotidien voilà aujourd'hui quatre ans, et depuis cette date, il n'a cessé de s'améliorer et d'accroître tant sa diffusion que son influence sur les luttes de la classe ouvrière.

Cela nous le devons aux souscriptions successives qui chaque année on, permis de rassembler sou par sou les millions nécessaires pour que vive dans notre pays une presse authentiquement révolutionnaire au service des luttes des travailleurs. Nous le devons au haut niveau de conscience politique de nos lecteurs qui ont prouvé que les petits millions rassemblés par les travailleurs pouvaient se révéler plus forts que les milliards des monopoles.

Vous tous, amis et camarades, vous le savez bien : la bourgeoisie se réjouirait de notre disparition. Vous savez aussi que sans l'effort financier que vous avez déjà consenti et que nous vous appelons à poursuivre chaque jour, il y a longtemps que notre quotidien aurait disparu. En ce 1er Mai de luttes, nous vous invitons à redoubler d'efforts pour que d'ici deux mois nous ayons rassemblé les quarante millions de centimes qui nous sont nécessaires pour que continue à vivre notre *Humanité rouge*.

Henri BERTHAULT

Culturel

CINEMA DU TIERS MONDE

Le cinéma algérien, né dans les maquis

Le réseau le plus important d'Afrique

LES cinémas des pays arabes sont très bien représentés au festival du cinéma du tiers monde qui se tient en ce moment à Paris. Ils sont venus en force : les cinémas marocain, algérien, tunisien, syrien, irakien, égyptien et palestinien. Bien que marqués par une culture commune, ces cinémas sont très divers. La production de chacun des pays est liée aux conditions historiques de la naissance de chaque cinéma national et de son développement. Le cinéma algérien, par exemple, est né dans la clandestinité et on peut dire que c'est un des cinémas les plus riches du tiers monde. Comment l'Algérie a-t-elle fait pour se dégager de l'emprise des monopoles cinématographiques étrangers et comment a-t-elle fait pour créer un cinéma indépendant économiquement et national dans son contenu ?

C'est en 1957, en pleine lutte armée, que le Front de libération nationale a réalisé les premiers films d'actualité sur les combats de l'ALN (Armée de libération nationale). Ces films montraient la répression exercée par les colonialistes et la vie dans les maquis. Ils étaient destinés à développer le soutien à la lutte du peuple algérien.

Juste avant l'indépendance, le gouvernement provisoire crée un service et un comité de cinéma. Un second service de cinéma est directement rattaché à l'Armée de libération nationale. C'est le

premier service, en Algérie, à disposer d'un complexe pour le développement, le montage et la finition de films en 16 mm. Les structures du cinéma algérien sont les héritières de ces initiatives hardies.

Au lendemain de l'indépendance vont naître plusieurs centres de production dont les plus connus sont : *Casbah-Film*, centre privé de production créé en 1962. Il a, notamment, coproduit *La Bataille d'Alger* et *L'Etranger*. L'autre centre est l'*Office des actualités algériennes* dirigé par Lakdar Hamina, jusqu'en 1969, sur le

plan économique, la situation du cinéma algérien est proche de celle des cinémas tunisien et marocain. L'importation et la distribution de films sont assurées par un secteur étranger, un secteur national privé et un secteur national algérien. Le secteur national algérien est représenté par le *Centre national de cinéma* lié au ministère de l'Information. Le CNC crée à son tour l'*Institut national du cinéma* qui va former de nombreux techniciens. En 1967, le CNC sera remplacé par l'*Office national pour le Commerce et l'Industrie cinématographiques*.

Une grande étape pour le cinéma algérien : 1969. C'est à partir de cette date que l'Algérie détient le monopole de la production, de la distribution et de l'exploitation cinématographiques. Autant dire que ce droit a été acquis de haute lutte. Malheureusement bien d'autres pays indépendants d'Afrique ne sont pas encore maîtres de leur production de cinéma sur leur propre sol. Cette indépendance permet à l'Algérie de payer moins cher les films étrangers, ce qui diminue l'exportation de ses devises et lui laisse le libre choix des films qu'elle veut importer. Grâce à

la nationalisation de son cinéma, elle est plus en mesure d'imposer ses films à l'étranger. L'infrastructure industrielle et technique de l'ONCIC lui permet, grâce à un matériel de prise de vues et de tournage très complet, de réaliser de longs métrages. La collaboration entre l'ONCIC et la RTA (Radiotélévision algérienne) permet le tournage et le développement de films en 16 et 35 mm.

L'Algérie compte 500 salles de cinéma (350 en 35 mm et 150 en 16 mm) qui appartiennent depuis 1962 à l'Etat algérien. Elles sont gérées par les communes. A cela, il faut ajouter les 500 points de projection en 16 mm du cinéma non-commercial. L'Algérie bénéficie du réseau national le plus puissant et le mieux structuré de toute l'Afrique.

L'Algérie possède en outre une cinémathèque fondée en 1964, installée à Alger, Oran et Annaba.

Grâce à une politique de fermeté, l'Algérie s'est dotée d'une importante infrastructure cinématographique, elle compte maintenant de très nombreux techniciens. Elle est à même de produire et de diffuser un cinéma de grande qualité.

Naufrage du « Gino »

SAMEDI 28 avril, au large des côtes bretonnes, le pétrolier libérien *Gino* est entré en collision avec le pétrolier norvégien, le *Team Castor*. Sa cargaison, 41 000 tonnes de black carbon*, a déposé une nappe de neuf kilomètres de long sur 500 mètres de large par 135 mètres de profondeur. Cette nappe ne risque pas apparemment de remonter à la surface, mais cela n'empêche pas que ce black carbon oil constitue un danger très grave pour la flore et la faune.

Le PSU de Bretagne, l'Union démocratique de Bretagne et l'Union départementale CFDT déclarent : « On sait désormais à quoi s'en tenir quant aux mesures prises par le gouvernement pour la surveillance des côtes : malgré les déclarations publicitaires, celles-ci se révèlent inefficaces. »

* Black carbon oil : produit pétrolier plus lourd que l'eau.

PARIS 17e
(WAGRAM)

Un postier est mort en service

D'après une correspondance d'un postier de Clichy.

UN postier de Paris XVII (Wagram) est mort terrassé par une crise cardiaque le 20 avril 1979. Le personnel a arrêté de travailler en solidarité et en hommage au postier. Pourquoi ?

Ce postier a été pris d'un malaise vers 7 h 30 du matin. Le chef et un contrôleur divisionnaire ont seulement dit qu'il avait un petit malaise. Ils l'ont allongé sur une table et l'ont aéré en lui ventilant la figure avec une lettre.

Le postier ne reprenait toujours pas connaissance (et pour cause). Ils ont prévenu police-secours qui est arrivé une heure après, le pauvre était mort.

Une infirmière secouriste de Paris XVII est arrivée une demi-heure après le malaise. Une caserne de pompiers se trouve à cinq minutes, Porte Champerret. Ce postier était marié et avait des enfants.

L'administration est responsable. Il y a rarement des infirmeries dignes de ce nom dans les grands bureaux de poste et dans les centres de tri et rarement une infirmière disponible.

Les gens sont désarmés quand arrivent de tels événements et n'ont pas les réflexes nécessaires et certains responsables n'hésitent pas à sacrifier les cadences de tri à la vie des gens.

Ce qu'il faut, ce sont des moyens et des gens pour soigner et donner des informations à tout le personnel.



Paris 10e, rue de Lancry : un hôtel pour travailleurs immigrés. Là aussi, les locataires mènent la lutte.

BLANCHISSERIE DE GRENELLE (ISSY-LES-MOULINEAUX)

En grève depuis un mois contre les bas salaires et les conditions de travail

C'EST la plus grosse blanchisserie de Paris. Elle emploie 900 personnes qui nettoient le linge des hôpitaux, des hôtels, restaurants, etc. 60 % sont des immigrés, 70 % sont des femmes. Les conditions de travail sont particulièrement pénibles avec les vapeurs, les journées qui commencent à 7 heures du matin et se terminent à 17 h 30. Ce sont des 48 heures par semaine, le travail à la tâche et, par exemple, pour un travailleur qui a 28 ans de boîte un salaire de 2 500 F par mois !

C'est le 28 mars que la grève a débuté, dans un atelier de 80 personnes. Les revendications : 1,10 F d'augmentation de l'heure, l'amélioration des conditions de travail, le respect de l'individu. La grève est massive : la petite centaine de non-grévistes est constituée par de récents embauchés qui craignent de perdre leur travail.

Au bout d'une semaine, le patron lock-oute et, le lundi suivant, les policiers viennent à 4 heures du matin. Les grévistes qui ne s'étaient pas laissés impressionner par le lock-out doivent partir. Les flics avec leurs

chiens et les vigiles patronaux sont toujours dans les bâtiments.

Le 20 avril, le tribunal de commerce donne raison au patron... qui ne veut toujours rien savoir. Il va même jusqu'à licencier onze travailleurs, dont délégués syndicaux CGT. Le soutien aux grévistes s'organise. Des tracts appelant au soutien ont été distribués. L'UD-CGT a organisé des collectes qui, jusqu'à présent, ont donné 2 000 F. La solidarité, en particulier, est venue des travailleurs de la Thomson, du curé d'Issy-les-Moulineaux, du centre de tri PTT, des employés de l'ANPE, des instituteurs et des boîtes de la métallurgie.

A noter aussi que la moitié de l'encadrement est aux côtés des travailleurs.

Au 75 de l'avenue du Faubourg Saint-Martin (Paris 10e)

Les locataires engagent la lutte pour le respect de la loi de 1948

LES locataires du 75, avenue du Faubourg Saint-Martin, dans le Xe arrondissement, ont décidé de faire un procès à leur propriétaire, Mme Meder, contre des loyers illégaux au-dessus du tarif fixé par la loi de 1948 qui régit leur immeuble. Pour défendre leurs droits, ils viennent de créer une association (qu'ils ont affiliée à la CNL) qui regroupe déjà 50 % des locataires.

Le mécontentement était grand dans l'immeuble depuis longtemps, devant cette propriétaire toute puissante, qui maniait habilement cynisme et démagogie et ne faisait aucun entretien au bâtiment, sauf poussée

par de multiples petits procès... Pour une fenêtre, par exemple !

La mort des concierges à l'automne a mis le feu aux poudres. En effet, les concierges vivaient dans un dénuement absolu (300 F par mois), logés dans une véritable tanière sans chauffage, et c'est la misère qui a provoqué leur mort prématurée : en août la femme, en novembre le mari.

Beaucoup de locataires étaient scandalisés par une si terrible exploitation et, quand la propriétaire décide de demander 130 F à chacun pour poser des boîtes aux lettres, un premier groupe se forme pour refuser. Ces frais sont à la charge de la propriétaire ! Elle doit reculer mais certains, les plus âgés, se sont laissés intimider et ont payé. C'est pourquoi l'association est créée le 18 janvier 1979.

Tous les moyens étant bons pour soutirer de l'argent, la propriétaire décide de faire poser une antenne collective et demande 355 F pour le raccordement. Somme exorbitante car les locataires ne doivent payer qu'une quote part, et encore, s'ils n'avaient pas déjà une antenne individuelle ! Prise de vitesse, l'association ne peut boycotter le paiement mais relance l'affaire du contrôle des prix.

Dans l'immeuble, la propriétaire a décidé de faire deux types de loyer : les loyers bloqués, en principe ceux des anciens locataires, et des loyers libres pour les nouveaux arrivants qui paient pour un même appartement, 300 F de plus. Ce n'est pas légal mais tant que ça passe... Les locataires ont décidé de réagir.

L'association a refait les surfaces corrigées de dix appartements et réclame le trop versé sur un arriéré de trois ans, souvent près de 10 000 F par locataire.

La propriétaire n'a rien voulu entendre une fois de plus et donc un premier procès va avoir lieu les jours qui viennent au tribunal de grande instance du Xe.

L'association organise une véritable résistance face à cette propriétaire toute puissante jusqu'à là, qui voulait faire la pluie et le beau temps, une propriétaire qui possède deux immeubles à Paris et plusieurs villas sur la Côte. 50 % des locataires se sont mobilisés immédiatement. Leur objectif, c'est de prendre aussi en compte les problèmes des personnes âgées dans l'immeuble.

Mme Meder va avoir bien du mal maintenant à imposer sa loi !

BLOC-NOTES

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

PERPIGNAN

Soirée-débat sur l'agression vietnamienne au Cambodge.

Le jeudi 3 mai, à 21 h, salle Arago, à Perpignan.

La cellule François Marty du Parti communiste marxiste-léniniste organise une soirée-débat avec montage-diapos sur l'agression des troupes vietnamiennes au Kampuchea démocratique. Participez à cette soirée : Alain Castan, membre de la délégation du PCML qui s'est rendue au Kampuchea démocratique, le CISKD de Montpellier (le Comité d'information et de soutien au Kampuchea démocratique) ainsi que le Comité des patriotes du Kampuchea.

Marseille

MEETING D'INFORMATION SUR LA SITUATION ACTUELLE A MADAGASCAR

Mercredi 2 mai 1979 à 20 h 30

Salle des Conférences Cité universitaire des Gazelles
Organisé par l'Association des étudiants d'origine malgache

Le n° 19 de Prolétariat est paru

Cent pages pour comprendre l'Europe



Abonnez-vous 1 an : 52F
Soutien : 80F

Cellules et sections : ajustez vos commandes... et payez vos dettes.
Prolétariat BP 320 13213 Marseille Cedex 1 CCP
2130 89 H Marseille.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2eme trimestre 1979

CREUSOT-LOIRE, SACILOR-SOLLAC, USINOR



Derrière ces noms anonymes deux familles

(Photo HR)

Ces deux familles bien françaises sont aujourd'hui à la tête d'un empire considérable soit directement, soit en alliance avec d'autres. Voici l'histoire de la famille Schneider.

LES SCHNEIDER

Les Schneider sont originaires de Lorraine. Leur ascension remonte à la première moitié du XIXe siècle. Ils deviennent vite les maîtres du Creusot et de la région de Saint-Etienne.

En 1864, ils participent à la création de la Société générale. Eugène Schneider devient régent de la Banque de France. Deux de ses gendres sont au gouvernement à l'époque. Ainsi, déjà les capitalistes dominent et la vie économique et la vie politique.

Avant la guerre de 1914, les Schneider ont des participations financières dans les usines Poutiloff en Russie. La guerre de 1914-1918 sera un temps fort de la prospérité du groupe. Les usines tournent à plein. Les Schneider deviennent les premiers marchands de canons de l'Europe après la destruction d'une partie des usines Krupp.

En 1921, Schneider et Cie contrôlent 182 sociétés françaises et étrangères dont la Skoda tchécoslovaque et le Crédit hongrois.

En 1936, les usines d'armement de la société sont nationalisées. Ceci n'empêche pas les Schneider de participer à la direction du groupe sidérurgique luxembourgeois ARBED.

La guerre de 1940 sera l'occasion d'agrandir le patrimoine économique familial. Les sociétés étrangères sont vendues aux Allemands et avec l'argent ainsi récupéré on achète des sociétés françaises.

Cette politique sera abandonnée en 1942. Les Schneider « choisissent » la Résistance. L'un d'entre eux part à Alger défendre les intérêts de la famille, l'autre deviendra chef d'un détachement FFI.

Les Schneider s'opposent à la création de la CECA et financeront le journal *l'Express* qui, comme eux, s'oppose à

LA sidérurgie en France, ce sont des noms d'usines, des installations monstrueuses s'étalant au creux d'une vallée ou au bord de la mer. Ce sont des noms de groupes, bizarrement anonymes comme Creusot-Loire, Sacilor-Sollac, Usinor. Pourtant, derrière ces sigles, ces abréviations, il y a des noms, des noms d'exploiteurs qui ont fait leur fortune sur la vie, le sang de dizaines de milliers de travailleurs ici en France et ailleurs dans le monde. Aujourd'hui, nous avons voulu présenter deux grandes familles, les De Wendel et les Schneider, leur histoire, mais aussi leur formidable puissance financière et industrielle.

cette ouverture du marché français à la concurrence étrangère.

En 1966, la société devient société anonyme et participe à la création du groupe Creusot-Loire. Les Empain, après un subterfuge — ils achètent la banque qui finance les Schnei-

der — entrent dans le groupe et en prennent la tête.

Aujourd'hui, la société est divisée en deux : d'un côté Electrorail, avec la famille Empain, et de l'autre Schneider SA avec une très forte implantation de la famille Schneider.

LES DE WENDEL

La famille De Wendel est originaire d'Allemagne. Le groupe existe depuis le début du XVIIIe siècle. Leur histoire commence réellement à la seconde moitié du XIXe siècle. Ils

possèdent plusieurs usines dans l'Est de la France, en Lorraine.

Après la guerre de 1871, une partie des installations se retrouve annexée par les Allemands. Dans cette zone, se crée la société « Les petits Fils de François De Wendel ».

Dans la zone restée française, se crée la société « De Wendel et Cie ». Cette société est créée grâce à l'appui direct des Schneider. Les deux familles resteront unies plus de 50 ans.

Pendant la guerre de 1914-1918, aucune des installations de la famille De Wendel, qu'elles soient situées en France ou en Allemagne, ne sera bombardée par aucun des belligérants.

Les rares militaires qui s'y essaieront dans l'armée française seront mutés ou critiqués sévèrement.

Plusieurs De Wendel seront députés et François De Wendel No 2 sera président du Comité des Forges et régent de la Banque de France.

Aujourd'hui, les De Wendel, avec toutes leurs participations financières, sont le premier groupe sidérurgique français.

Malgré la prise de participation financière majoritaire de l'Etat, ils restent un groupe extrêmement puissant dont les ramifications sont très larges.

Leurs liaisons politiques avec le RPR sont très nombreuses. Elles vont d'Yves Guéna à Michel Debré. On compte aussi des familles de la vieille noblesse reconvenue comme les De Lesquen Du Plessis Casso et d'autres.

CONCLUSION PROVISOIRE

Cette étude est très incomplète et relativement courte, mais elle montre l'interpénétration des grandes familles avec les banques et le pouvoir d'Etat.

Elle montre aussi que les guerres impérialistes leur ont permis de se tailler des empires immenses sur les cadavres de leurs concurrents malheureux et des millions de travailleurs sacrifiés par elles et pour elles.

Yves LEPIC

Empain-Schneider

Deux holdings financiers président aux destinées de la société : Electrorail et Schneider S.A. Les activités du groupe vont de la sidérurgie avec Creusot-Loire et la Société métallurgique de Normandie au nucléaire.

Parmi les grandes sociétés contrôlées de près ou de loin par le groupe on trouve : Union industrielle de Blanzay-ouest (chauffage urbain, matériaux, combustibles), Jeumont-Schneider (tous matériels électriques), Merlin-Gérin (appareillages électriques), les chantiers France Dunkerque, la Spie-Batignolles (travaux publics).

On remarque aussi la présence de Schneider SA dans des banques comme la banque de l'Union européenne, l'Union industrielle de crédit.

On retrouve Schneider dans le groupe Creusot-Loire qui ne compte pas moins de 110 filiales. Parmi ces filiales, on trouve des filiales communes avec la CGE comme Neyrpic, Rateau.

Le secteur en pointe du groupe est le nucléaire avec Framatome, Novatome, etc. En tout le groupe Empain-Schneider compte 129 000 salariés dont 49 000 pour Creusot-Loire. La société contrôle ou participe à 300 sociétés dont 240 en France et 60 à l'étranger.

De Wendel

C'est le holding financier Marine-Wendel qui chapeaute toute la société. L'empire s'étend de la sidérurgie aux bâtiments et travaux publics. Les grands monopoles qui dépendent plus ou moins de Marine-Wendel sont les suivants :

- Sacilor-Sollac et Solmer (en liaison avec Usinor pour ce groupe) ;
 - Creusot-Loire : à part égale avec le groupe Empain-Schneider ;
 - Carnaud : emballages métalliques ;
 - Ciments Portland de Lorraine, Fillod, la SAE (Société auxiliaire d'entreprise) : travaux publics.
- Les De Wendel détiennent ou participent à 182 sociétés dont 153 en France et 29 à l'étranger. On estime le nombre de salariés à 42 000.